



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

21 JUILLET 2020

DES ASSOCIATIONS DEMANDENT LE REPORT DE L'ENQUETE PUBLIQUE DU TERMINAL 4, EXTENSION DE ROISSY

Vendredi 17 juillet, des associations locales, nationales et internationales ont envoyé un courrier à Barbara Pompili, Ministre de la transition écologique, pour demander le report de l'enquête publique du Terminal 4, une extension de l'aéroport de Roissy qui augmenterait sa capacité actuelle de 50 %. Les associations considèrent que les conditions ne sont pas réunies pour que cette enquête publique se tienne à l'automne comme cela est actuellement prévu.

Plusieurs événements récents amènent les associations à conclure qu'il est nécessaire de reporter cette enquête publique.

- Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire se traduisent par la dégradation de la situation financière des acteurs du secteur aérien - et en particulier d'ADP qui prévoirait des réductions d'emploi massives¹- ainsi que par une baisse importante des prévisions de trafic pour une période beaucoup plus longue que ce qui avait pu être anticipé au début de la crise.
- L'élargissement de la prise de conscience écologique à la faveur de cette crise se traduit par des évolutions de comportement (modes de transport alternatifs, téléconférences, relocalisation du tourisme...) et des exigences plus fortes vis à vis du monde politique. Cela s'est déjà traduit par des mesures gouvernementales, comme l'interdiction des vols pour lesquels existe une alternative en train en moins de 2h30, ainsi que par la promesse du président de la République de développer les trains de nuit.
- L'avis de l'Autorité environnementale sur l'étude d'impact du projet² révèle les nombreuses insuffisances. Outre l'évaluation incomplète des incidences du projet sur la qualité de l'air et sur le bruit et donc la santé des riverains, l'Ae remet également en question le périmètre d'évaluation des émissions de gaz à effet de serre.

¹ [Le gestionnaire des aéroports de Paris Groupe ADP va supprimer 10 % de ses effectifs](#), Le Monde 9/07/2020

² Les avis délibérés de l'Autorité environnementale : [Terminal 4 de l'aéroport Charles de Gaulle, équipements et infrastructures associés \(77, 93, 95\)](#)



- Enfin, le Conseil d'État vient d'envoyer un signal fort sur la pollution de l'air - dont le trafic aérien est une source importante - en enjoignant le Gouvernement à prendre des mesures pour réduire la pollution au dioxyde d'azote et aux particules fines dans plusieurs zones, dont Paris-Ile-de-France, sous astreinte de 10 M€ par semestre de retard³.

L'évolution du contexte a d'ailleurs conduit MM. Le Maire et Djebbari à reconnaître que le projet devait être revu et qu'en particulier son « *bilan coût/avantage au regard de nouvelles exigences environnementales et de la réalité du trafic aérien* » devait être réévalué.

Le Terminal 4 à Roissy est le plus grand projet d'agrandissement aéroportuaire en France. Cette infrastructure pourrait accueillir l'équivalent du trafic d'Orly (40 millions de passagers en plus par an) pour un investissement de 8 milliards d'euros. A rebours des demandes des associations, d'un grand nombre d'élus et de la Convention citoyenne qui demande l'arrêt des extensions d'aéroport, le groupe ADP a confirmé son intention de réaliser ce projet, avec un démarrage des travaux prévu en 2021. Ailleurs en Europe, plusieurs projets d'extension d'aéroport ont été annulés suite à la crise sanitaire comme à Copenhague, Madrid ou Barcelone.

Signataires

- France Nature Environnement Ile de France (fédération de 400 associations de protection de l'environnement en Ile de France)
- FNAUT (fédération nationale des associations d'usagers des transports)
- Collectif Non au T4 (collectif contre l'extension de l'aéroport de Roissy)
- ADVOCNAR (association de défense contre les nuisances aériennes)
- Respire (association nationale pour la prévention et l'amélioration de la qualité de l'air)
- UFCNA (union française contre les nuisances des aéronefs)
- Stay Grounded (réseau international regroupant plus de 150 organisations qui œuvre pour la réduction du transport aérien dans le cadre d'une transition juste)

Citations

“Les impacts sur le climat et les populations avoisinantes sont tellement énormes qu'envisager un tel projet est une aberration complète. Il faudrait plutôt plafonner le nombre de vols.”

Luc Blanchard, co-président de France Nature Environnement Ile-de-France (06 63 07 25 87)

“Comment envisager une enquête publique sur un projet remis en cause par les déclarations de M. Le Maire et M. Djebbari et par un rapport accablant de l'Autorité environnementale ? Nous demandons expressément à madame la ministre un report de cette enquête publique. Entre temps, la réévaluation de ce projet, qui porte une grave atteinte au climat et à la santé des populations survolées, doit conduire à son annulation comme le demande la Convention citoyenne pour le climat”.

³ [Le Conseil d'État ordonne au Gouvernement de prendre des mesures pour réduire la pollution de l'air, sous astreinte de 10 M€ par semestre de retard](#), 10 juillet 2020



Audrey Boehly, porte-parole du collectif Non au T4 (06 77 81 49 40)

“Le transport aérien, non essentiel à la vie sur terre, doit réduire drastiquement et en urgence ses émissions de GES et son impact sanitaire. La Convention Citoyenne pour le Climat demande l’interdiction des extensions d’aéroports. Dans le contexte de la crise post Covid-19, le Terminal 4 prévu à Roissy ne se justifie plus, y compris sur le plan économique. Dans l’attente d’une décision cohérente d’abandon de ce projet par le Gouvernement, l’enquête publique doit être repoussée.”

Françoise Brochot, présidente de l’ADVOCNAR (06 79 51 25 60)

“Ce projet est absurde, et en décalage complet avec les enjeux de notre société, face au réchauffement climatique, à la crise du COVID et à l’immense fardeau que fait peser la pollution de l’air. Même l’autorité environnementale considère que “les incidences du projet sur la qualité de l’air et sur le bruit et donc la santé des résidents et riverains de la plateforme aéroportuaire sont incomplètement évaluées. En cette période de crise, investir 8 milliards sur ce projet est un gaspillage scandaleux.”

Olivier Blond, président de Respire (06 37 73 24 39)

«Il est inconcevable de pouvoir multiplier bruit et pollution de l’air sur les populations franciliennes déjà si impactées»

Chantal Beer-Demander, présidente de l’UFCNA (06 25 43 22 33)

“Nous demandons au gouvernement de faire preuve de la même lucidité que les membres de la Convention citoyenne pour le climat qui ont adopté à une très large majorité (88%) une mesure d’interdiction des agrandissements d’aéroports. Il serait en effet complètement absurde de lâcher la bride au transport aérien alors que toute la société doit de plus en plus s’employer à limiter le réchauffement climatique !”

Eric Lombard, coordinateur de Stay Grounded en France (06 28 27 67 41)

Contacts presse

Luc Blanchard – coprésident FNE Ile-de-France :

06 63 07 25 87

luc.blanchard@fne-idf.fr

Françoise BROCHOT – présidente de l’ADVOCNAR :

06 79 51 25 60

francoise.brochot@orange.fr

France Nature Environnement Ile-de-France est la fédération régionale des associations de protection de la nature et de l’environnement - Retrouvez-nous sur fne-idf.fr, Facebook et Twitter (@FneIDF).